

Table des matières

Introduction	9
I — Objet du droit international privé.....	9
II — Sources du droit international privé.....	12

Premier Livre **NATIONALITÉ ET CONDITION DES ÉTRANGERS**

Introduction	20
--------------------	----

TITRE PREMIER **LES PERSONNAGES PHYSIQUES**

SOUS-TITRE PREMIER **La nationalité**

CHAPITRE PREMIER — Les contours généraux de la nationalité.....	23
Section I — <i>Les traits essentiels de la nationalité.....</i>	23
<i>Sous-section I — La notion de nationalité.....</i>	23
1. La nationalité de fait.....	24
2. La nationalité de droit.....	24
• Un État.....	24
• Les nationaux.....	25
<i>Sous-section II — Les conséquences de la nationalité.....</i>	25
<i>Sous-section III — La nature juridique du droit de la nationalité.....</i>	26
• La thèse publiciste.....	26
• La thèse privatiste.....	26
Section II — <i>Les conflits de nationalités.....</i>	27
<i>Sous-section I — Le conflit entre nationalités française et étrangère.....</i>	28
<i>Sous-section II — Le conflit entre deux nationalités étrangères.....</i>	29
CHAPITRE 2 — Les règles spécifiques de la nationalité française.....	31
Section I — <i>Les sources du droit de la nationalité.....</i>	31
<i>Sous-section I — Les sources internes.....</i>	31
1. L'évolution du droit de la nationalité.....	32
A. Le Code civil.....	32
B. Le Code de la nationalité du 19 octobre 1945.....	33
C. La loi du 9 janvier 1973.....	33

2. Les règles d'application dans l'espace et dans le temps.....	34
A. Application dans l'espace.....	34
B. Application dans le temps.....	34
<i>Sous-section II — Les sources internationales.....</i>	36
1. Les principes généraux du droit international public.....	36
• Principes relatifs à l'État.....	36
• Principes relatifs aux individus.....	37
2. Les Conventions internationales.....	37
• Les Conventions multilatérales.....	37
• Les Conventions bilatérales.....	38
<i>Section II — La nationalité d'origine.....</i>	38
<i>Sous-section I — L'attribution de la nationalité française par filiation.....</i>	38
<i>Sous-section II — L'attribution de la nationalité française par la naissance en France.....</i>	39
• La règle générale.....	39
• Les règles spéciales.....	40
<i>Sous-Section III — Les règles communes.....</i>	41
1. Les conditions d'attribution.....	41
2. Les conditions de répudiation de la nationalité française.....	42
3. Les effets de l'attribution de la nationalité française.....	42
<i>Section III — La nationalité française acquise après la naissance.....</i>	43
<i>Sous-section I — L'acquisition de la nationalité française par mariage.....</i>	43
1. Les systèmes antérieurs à la loi de 1973.....	43
1°) Le Code civil de 1804.....	43
2°) La loi du 10 août 1927.....	44
3°) Le Code de la nationalité de 1945.....	44
2. Le système de la loi du 9 janvier 1973.....	44
A. Les conditions de l'option de nationalité française.....	44
1°) Le régime de la loi du 9 janvier 1973.....	45
2°) Le régime de la loi du 7 mai 1984.....	45
B. Les conséquences de l'option.....	46
<i>Sous-section II — L'acquisition de la nationalité française par la naissance, la résidence en France.....</i>	47
1. L'acquisition de la nationalité française de plein droit.....	47
2. L'acquisition par déclaration.....	48
• Acquisition par les mineurs.....	48
• Acquisition par les majeurs.....	48
<i>Sous-section III — La naturalisation.....</i>	49
1. Les conditions.....	49
A. Les conditions de fond.....	49
B. Les conditions de forme et de procédure.....	50
1°) Dépôt de la demande.....	51
2°) Enquête de l'autorité de réception.....	51
3°) Transmission du dossier.....	51
4°) Décision de l'autorité compétente.....	51
C. Recours juridictionnels.....	52

2. Les effets de la naturalisation.....	52
• Effets individuels de la naturalisation.....	52
• Effets collectifs de la naturalisation.....	53
<i>Sous-section IV — La réintégration dans la nationalité française</i>	53
1. La réintégration par décision de l'autorité publique.....	54
2. La réintégration par déclaration.....	54
• La réintégration par simple déclaration.....	54
• La réintégration par déclaration autorisée.....	55
<i>Section IV — La perte de la nationalité française</i>	56
<i>Sous-section I — La perte individuelle de la nationalité française</i>	56
1. La perte objective de la nationalité française.....	56
2. La déchéance de la nationalité française.....	57
<i>Sous-section II — La perte de la nationalité française par changement de souveraineté</i>	57
<i>Section V — La preuve et le contentieux de la nationalité</i>	59
<i>Sous-section I — La preuve de la nationalité française</i>	59
1. Le certificat de nationalité française.....	59
2. La preuve de droit commun.....	60
<i>Sous-section II — La contestation de la nationalité</i>	62
1. Compétence et procédure.....	62
2. Autorité de chose jugée des décisions rendues en matière de nationalité	63

SOUS-TITRE II

Conditions des étrangers

CHAPITRE PREMIER — Police des étrangers	67
Section I — Entrée en France	67
1. Régime applicable quel que soit l'objet de l'entrée en France.....	68
2. Régime applicable aux travailleurs immigrés.....	69
3. Régime du regroupement familial.....	71
Section II — Séjour en France	72
1. Présentation de l'évolution.....	73
2. Régime de l'autorisation de séjour.....	74
3. Régime de l'autorisation d'exercer une profession.....	76
4. Appréciation de la réforme.....	78
Section III — Départ de France	79
1. Étranger en situation irrégulière.....	80
2. Expulsion.....	81
A. Procédure de l'expulsion.....	82
B. Conditions de fond.....	82
C. Contrôle du juge administratif.....	83
D. Effets de l'expulsion.....	84
E. Principales dispositions de la loi du 9 septembre 1986 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France.....	85
1°) Entrée en France.....	85

2°) Séjour en France.....	86
3°) Départ de France.....	86
CHAPITRE 2 — Jouissance des droits	89
Section I — <i>Condition en droit privé</i>	90
1. Assimilation de principe.....	91
2. Droits refusés à l'étranger.....	92
Section II — <i>Condition en droit public</i>	94
1. Participation aux appareils publics.....	94
2. Relations avec des personnes publiques.....	95
CHAPITRE 3 — Normes de droit international public	101
Section I — <i>Principes relatifs à la condition ordinaire</i>	101
1. Pouvoir limité de l'État.....	102
2. Mesure dans la discrimination.....	103
3. Traitement international type.....	105
Section II — <i>Régimes dérogatoires</i>	105
1. Examen des traités en général.....	105
A. Traité sur la police des étrangers.....	106
B. Traité sur la jouissance des droits.....	107
2. Exemples de conditions dérogatoires.....	111
A. Ressortissants de pays membres de la C.E.E.....	111
B. Algériens	113
C. Réfugiés	114
CHAPITRE 4 — Analyses doctrinales	121
Section I — <i>L'étranger</i>	121
1. Caractère négatif.....	122
2. Dépendance de la nationalité française.....	122
Section II — <i>La condition</i>	123
1. Jouissance des droits et police des étrangers.....	124
A. Prééminence de la police des étrangers.....	124
B. Efficacité de la police des étrangers.....	125
2. Notion de condition des étrangers	126
A. Conception traditionnelle.....	126
B. Révision de la conception traditionnelle.....	127
TITRE II	
LES PERSONNES MORALES	
CHAPITRE PREMIER — Nationalité des personnes morales	131
Section I — <i>Sociétés de droit privé</i>	132
1. Description du droit positif.....	132
A. Méthode de principe.....	133
1°) Critères subjectifs.....	133
2°) Critères objectifs.....	134

B. Critères déduits du « contrôle ».....	136
1°) Prise en compte du « contrôle ».....	136
2°) Multiplication des usages du contrôle.....	137
2. Appréciation du droit positif.....	139
A. Cohérence du droit positif.....	139
B. Transposition du concept de nationalité.....	140
1°) Légitimité de la transposition.....	141
2°) Utilité de la transposition.....	143
C. Mérites du siège et du contrôle.....	144
Section II — Personnes morales autres que les sociétés de droit privé.....	147
CHAPITRE 2 — Condition des personnes morales étrangères.....	149
Section I — Personnes de droit privé.....	149
1. Constitution et fonctionnement.....	150
2. Reconnaissance.....	152
3. Droits des personnes morales étrangères.....	154
Section II — Personnes publiques.....	157

Livre II **LOI APPLICABLE**

Préliminaires	162
A) Diversité des méthodes.....	162
B) État actuel des méthodes.....	165

TITRE PREMIER **PROCÉDÉ DU CONFLIT DES LOIS**

CHAPITRE INTRODUCTIF.....	171
Section I — Notion de conflit des lois.....	171
1. Nature du « conflit ».....	171
A. Conflit de souverainetés.....	171
B. Conflit des solutions possibles.....	173
2. Domaine du conflit des lois.....	175
A. Limites du domaine des conflits de lois.....	176
B. Conflit des lois et détermination de leur champ d'application ..	177
C. Justification des limites du domaine des conflits de lois.....	180
3. Règlement du conflit de lois.....	182
A. Caractère indirect de la règle de conflit.....	182
B. Règles de conflit bilatérales.....	183
C. Règles de conflit unilatérales.....	184
Section II — Vocation de la loi étrangère.....	187
1. Titre d'application de la loi étrangère.....	187
A. La loi étrangère, élément de fait.....	188
B. Intégration de la loi étrangère au système juridique du for ..	190
2. Application et prise en considération de la loi étrangère.....	192

SOUS-TITRE PREMIER	
Les règles françaises de conflit de lois	
CHAPITRE PREMIER — Présentation générale des règles de conflit	197
Section I — <i>Principales catégories de rattachement</i>	197
1. Statut personnel	198
A. Domaine de la loi personnelle	198
B. Rattachement par la nationalité	199
2. Statut réel	200
A. Biens corporels	200
B. Biens incorporels	201
C. Successions	201
3. Statut des actes	201
A. Conventions	202
B. Régimes matrimoniaux	203
4. Statut des faits	203
Section II — <i>Techniques de rattachement</i>	203
1. Caractères communs	204
2. Diversité des techniques de rattachement	205
A. Rattachements distributifs	205
B. Rattachements alternatifs	206
C. Rattachements cumulatifs	207
CHAPITRE 2 — Application de la règle française de conflit de lois	209
Section I — <i>Identification de la règle de conflit applicable</i>	210
1. « Conflits de qualifications » et identification de la règle applicable	210
A. Découverte du problème	210
B. Généralité du problème	211
C. Difficultés propres aux conflits de lois	212
2. Solutions des « conflits de qualifications »	215
A. Nécessité de la qualification <i>lege fori</i>	215
B. Mise en œuvre de la qualification <i>lege fori</i>	216
Section II — <i>Application d'office de la règle de conflit</i>	218
1. Attitude des parties	218
2. Réaction de la jurisprudence	219
3. Appréciation de la jurisprudence	221
CHAPITRE 3 — Complications d'ordre temporel	223
Section I — <i>Le changement de la règle de conflit</i>	223
1. La typologie du conflit	224
2. Les solutions du conflit	225
A. La discussion doctrinale	225
• La recherche de solutions internationales	225
• Le recours au droit transitoire	226
B. Les solutions jurisprudentielles	226

Table des matières

Section II — <i>Le conflit mobile</i>	228
1. L'application des règles du droit transitoire.....	229
• Le présupposé.....	229
• La conséquence.....	229
2. La solution internationaliste du conflit mobile.....	230
A. Les premières tentatives.....	230
B. Les doctrines contemporaines.....	230
• Le caractère original du conflit mobile.....	230
• Les solutions internationales spécifiques du conflit mobile.....	230
Section III — <i>La fraude à la loi</i>	231
1. Les éléments constitutifs de la fraude à la loi.....	232
A. Le déplacement du facteur de rattachement.....	232
B. L'intention frauduleuse.....	233
2. La sanction.....	233
• L'inopposabilité.....	233
• La loi fraudée.....	234
SOUS-TITRE II	
Les cas d'application des règles étrangères de conflit de lois	
• Le facteur jurisprudentiel.....	237
• Le facteur doctrinal.....	237
CHAPITRE PREMIER — Le renvoi	241
Section I — <i>Apparition et développement du renvoi</i>	241
Section II — <i>Théories du renvoi</i>	243
1. Théories logiques du renvoi.....	243
2. Théories fonctionnelles du renvoi.....	246
Section III — <i>Le renvoi en droit positif français</i>	249
1. Domaine du renvoi.....	249
2. Fonctionnement du renvoi.....	253
CHAPITRE 2 — Questions préalables et situations constituées sans contact avec le pays du for	257
Section I — <i>Théorie des questions préalables</i>	257
Section II — <i>Situations juridiques constituées dans contact avec le pays du for</i>	259
CHAPITRE 3 — L'unilatéralisme	265
SOUS-TITRE III	
La règle matérielle applicable	
CHAPITRE PREMIER — La règle matérielle étrangère	271
Section I — <i>Appartenance de la règle à un système juridique étranger</i>	271
Section II — <i>Organisation du système juridique étranger</i>	274
1. Sources du droit étranger.....	274

2. Qualifications internes étrangères	276
3. Conflits de lois étrangères dans le temps (conflits internationaux transitoires)	277
4. Conflits internes étrangers dans l'espace (États étrangers plurilégislatifs)	280
Section III — Application de la règle matérielle étrangère	282
1. « Preuve » du droit étranger	283
2. Interprétation de la règle étrangère	286
CHAPITRE 2 — Limites à l'application de la règle matérielle étrangère	289
Section I — Ordre public international	290
1. Fondements de l'exception d'ordre public international	290
A. Incompatibilité	290
B. Confrontation	293
2. Conséquences de l'exception d'ordre public	294
A. Application du droit français à la place du droit étranger	294
B. Domaine d'application de la loi française	296
3. Variabilité des manifestations de l'ordre public	296
4. Distinction de l'ordre public international et des notions voisines	298
A. Ordre public international et ordre public interne	299
B. Ordre public international et lois d'application immédiate	300
Section II — Difficultés d'application de la règle étrangère	301
1. Défaillance du droit étranger	301
2. Inopportunité d'appliquer la règle étrangère	303
CHAPITRE 3 — La substitution et l'adaptation	305
Section I — La substitution	305
1. Données du problème	305
2. Éléments de solutions	307
Section II — L'adaptation	310
1. Adaptation des règles matérielles	310
2. Adaptation des règles de conflit de lois	312
 TITRE II	
LES LOIS D'APPLICATION IMMÉDIATE ET LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ MATÉRIEL	
CHAPITRE PREMIER — Les lois d'application immédiate	317
Section I — Présentation générale	317
Section II — Lois d'application immédiate du droit	320
1. La catégorie	320
A. Lois d'application immédiate, non de police	321
B. Lois de police	321
2. Les modalités d'application	324
Section III — Les lois d'application immédiate étrangères	327
1. L'applicabilité des lois de police étrangères	327

2. L'application effective des lois de police étrangères.....	329
A. L'identification des lois de police étrangères applicables.....	330
B. La sélection des lois de police étrangères applicables.....	333
CHAPITRE 2 — Droit international privé matériel.....	337
Section I — <i>Droit international privé matériel de source nationale</i>	338
1. Dispositions matérielles immédiatement applicables.....	338
2. Rapports du droit international privé matériel du for et des autres procédés du droit international privé.....	339
A. Analogies.....	339
B. Transitions.....	340
C. Combinaison	340
Section II — <i>Droit international privé matériel conventionnel</i>	341
Section III — <i>Droit international privé matériel d'origine privée</i>	342

Livre III **CONFLITS DE JURIDICTIONS**

TITRE PREMIER **PROCÈS INTENTÉ DIRECTEMENT EN FRANCE**

CHAPITRE PREMIER — Compétence internationale du juge français.....	349
Section I — <i>Notions fondamentales</i>	349
1. Notion de compétence internationale.....	349
2. Nature de la compétence internationale.....	351
Section II — <i>Compétence internationale de droit commun</i>	352
<i>Sous-section I — Compétence ordinaire</i>	352
1. Extension à l'ordre international des règles françaises de compétence territoriale	353
A. Les solutions jurisprudentielles.....	353
B. La controverse doctrinale.....	354
2. Règles de compétence spécifiquement internationales.....	354
A. Règles complétant le droit interne.....	355
B. Règles indépendantes du droit interne.....	356
<i>Sous-section II — Compétence privilégiée des tribunaux français</i>	357
1. Le débat.....	357
2. Domaine d'application des articles 14 et 15.....	359
A. Domaine quant aux personnes.....	359
1°) Les règles communes.....	359
2°) Règles particulières.....	360
a) Personnes auxquelles s'applique l'article 14.....	360
b) Personnes auxquelles s'applique l'article 15.....	360
B. Domaine quant aux matières.....	361
1°) Actions contentieuses.....	361
2°) Actions gracieuses.....	362

3. Mise en œuvre des articles 14 et 15	362
A. Caractère des articles 14 et 15	362
1°) Office du juge	363
2°) Renonciation au bénéfice des articles 14 et 15	363
a) Conditions de la renonciation	363
b) Conséquences de la rénonciation	364
B. Détermination du tribunal spécialement compétent	364
<i>Sous-section III — Régime de la compétence internationale</i>	365
1. Incidents de compétence, litispendance et connexité	366
A. Incidents de compétence	366
1°) Incompétence soulevée par les parties	366
2°) Office du juge	367
3°) Voies de recours contre la décision sur la compétence	367
B. Litispendance et connexité	368
1°) La litispendance	368
a) La recevabilité de l'exception de litispendance internationale	368
b) La mise en œuvre de l'exception de litispendance internationale	369
2°) La connexité	370
2. Étendue de la compétence internationale	370
A. Extension légale de compétence	371
1°) Les demandes incidentes	371
2°) Les questions préalables	372
B. Extension ou restriction de compétence voulue par les parties ..	372
Section III — Traité	374
<i>Sous-section I — Indications générales sur les traités relatifs à la compétence internationale directe</i>	374
<i>Sous-section II — Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968</i>	375
1. Domaine de la Convention	376
A. Domaine de la Convention quant aux matières	376
B. Rattachement des procès à la Convention	376
1°) Rattachement à la Convention par le domicile ou le siège du défendeur	377
2°) Rattachement à la Convention par l'existence d'une compétence exclusive de l'article 16	377
3°) Rattachement à la Convention par la volonté des parties ..	377
2. Règles ordinaires de compétence	378
A. Principe <i>actor sequitur forum rei</i>	378
B. Exceptions au principe <i>actor sequitur forum rei</i>	378
3. Compétences protectrices d'une partie	381
A. Caractères généraux de ces compétences	381
B. Compétence en matière d'assurances	382
1°) Compétence territoriale	382
2°) Clauses de juridiction	383
C. Compétence en matière de ventes ou de prêts à tempérament et de contrats conclus par les consommateurs	384

1°) Contrats visés.....	384
2°) Règles de compétence.....	384
4. Compétences exclusives.....	385
5. Compétence volontaire.....	386
A. Clause de juridiction.....	386
1°) Clauses de juridiction visées par l'article 17.....	386
2°) Efficacité des clauses de juridiction visées par l'article 17.....	387
B. Comparution du défendeur.....	389
6. Mesures provisoires et conservatoires.....	390
7. Procédure d'application des règles de compétence de la Convention de Bruxelles.....	390
8. Litispendance et connexité européennes.....	391
CHAPITRE 2 — Procédure.....	393
Section I — <i>Règles propres aux litiges internationaux</i>	394
1. Notifications internationales.....	394
A. Notifications à l'étranger.....	394
B. Notifications en France.....	395
2. Délais de procédure.....	396
3. Commissions rogatoires internationales.....	396
A. Commissions rogatoires à destination de l'étranger.....	396
B. Commissions rogatoires provenant de l'étranger.....	397
Section II — <i>Application des règles ordinaires de procédure</i>	397
1. Régime de l'action en justice.....	398
A. Domaine des lois gouvernant le fond.....	399
B. Domaine de la loi du for.....	400
2. Régime des preuves.....	401
A. Objet et charge de la preuve.....	402
B. Admissibilité des modes de preuve.....	402
C. Administration de la preuve.....	404
CHAPITRE 3 — Immunités diplomatiques.....	405
Section I — <i>Immunités des sujets de droit international</i>	405
1. Conditions des immunités.....	406
A. Critère de principe tiré de la personnalité internationale.....	406
B. Immunité de juridiction et nature de l'activité de l'État.....	407
C. Immunité d'exécution et affectation des biens.....	409
2. Régime des immunités.....	411
Section II — <i>Immunités des agents étrangers</i>	412
1. Agents diplomatiques.....	413
2. Fonctionnaires consulaires.....	414
TITRE II	
LES DÉCISIONS ÉTRANGÈRES	
CHAPITRE PREMIER — Droit commun.....	419
Section I — <i>Effet de fait et force probante</i>	419
1. Effet de fait.....	419

2. Force probante.....	420
A. Force probante de l'instrument.....	420
B. Force probante du contenu de la décision.....	421
<i>Section II — Reconnaissance et force exécutoire des décisions étrangères.....</i>	421
<i>Sous-section I — Décisions étrangères susceptibles de reconnaissance et de force exécutoire.....</i>	422
1. Origine de la décision étrangère.....	422
2. Objet de la décision étrangère.....	422
3. Nature de la décision étrangère.....	424
<i>Sous-section II — Notions de reconnaissance et de force exécutoire.....</i>	427
1. Définitions.....	427
2. Lois applicables.....	428
3. Distinction de l'efficacité substantielle et de l'exécution forcée.....	429
<i>Sous-section III — Conditions de régularité internationale.....</i>	431
1. Compétence de l'autorité étrangère.....	432
A. Critères ordinaires de contrôle de la compétence indirecte.....	433
B. Compétence exclusive.....	435
1°) Notion de compétence exclusive.....	435
2°) Cas de compétence exclusive.....	436
a) Compétence exclusive en raison de la personne.....	436
b) Compétence exclusive en raison de la matière.....	439
c) Compétence exclusive en raison de la volonté des parties.	440
2. Conformité de la décision étrangère au système français de conflit des lois	441
3. Compatibilité de la décision étrangère avec l'ordre public international français.....	443
A. Ordre public de fond.....	443
B. Ordre public procédural.....	444
4. Absence de fraude.....	446
5. Absence de conflit ou de risque de conflit avec une décision déjà efficace en France ou avec une procédure française en cours.....	448
A. Obstacle consistant en une décision française ou une décision étrangère déjà efficace en France.....	449
B. Obstacle consistant en une procédure française en cours.....	452
6. Moment d'appréciation des conditions de régularité internationale....	454
<i>Sous-section IV — Contrôle de la régularité internationale des décisions....</i>	456
1. Nécessité ou non d'un contrôle préalable.....	456
A. Décisions reconnues immédiatement.....	457
B. Décisions non reconnues immédiatement.....	458
2. Procédures de contrôle.....	459
A. Contrôle principal.....	460
1°) <i>Exequatur</i>	460
2°) Action en inopposabilité.....	470
B. Contrôle incident.....	471
3. Problèmes communs aux diverses procédures de contrôle.....	473
A. Rôles du juge et des parties.....	473
1°) Décision étrangère invoquée à titre principal ou incident..	473
2°) Action en inopposabilité.....	476

B. Conséquence de la prohibition de la révision.....	476
C. Autorité de chose jugée des jugements de contrôle des décisions étrangères.....	478
CHAPITRE 2 — Traités.....	481
Section I — <i>Indications générales sur les traités de reconnaissance et d'exécution des décisions.....</i>	481
Section II — <i>Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968.....</i>	483

TITRE III L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

CHAPITRE PREMIER — La convention d'arbitrage (compromis et clause compromissoire).....	491
CHAPITRE 2 — L'instance d'arbitrage.....	493
CHAPITRE 3 — Le contentieux post-arbital.....	495

Livre IV PARTIE SPÉCIALE

TITRE PREMIER PERSONNES ET RELATIONS DE FAMILLE EXTRAPATRIMONIALES	
CHAPITRE PREMIER — Statut individuel.....	503
Section I — <i>État des personnes.....</i>	503
1. Nom	504
2. Protection de la vie privée.....	504
3. Droits de la personne sur son corps.....	505
Section II — <i>Capacité.....</i>	506
1. Principe de l'application de la loi nationale.....	506
2. Limites du domaine de la loi nationale.....	507
A. Intérêt des tiers.....	507
B. Considérations de police.....	508
CHAPITRE 2 — Mariage.....	511
Section I — <i>Formation du mariage.....</i>	512
<i>Sous-section I — Conditions de forme.....</i>	512
1. La forme locale.....	512
2. La forme consulaire.....	515
<i>Sous-section II — Conditions de fonds.....</i>	516
<i>Sous-section III — Sanctions des conditions de formation.....</i>	517
Section II — <i>Effets du mariage.....</i>	517
<i>Sous-section I — Détermination de la loi applicable.....</i>	518
1. Principes	518
2. Mise en œuvre de la règle de conflit.....	518
A. Conflits mobiles.....	519
B. Ordre public.....	519

<i>Sous-section II — Domaine de la loi applicable</i>	520
1. Matières relevant de la loi des effets du mariage.....	520
2. Matières soustraites à la loi des effets du mariage.....	521
CHAPITRE 3 — Divorce et Séparation de corps.....	523
Section I — <i>Prononcé du divorce</i>	523
1. Compétence internationale.....	523
A. Compétence proprement dite.....	523
B. Pouvoir de juger.....	524
2. Loi applicable.....	525
A. La règle de conflit.....	525
1°) Compétence primaire.....	525
2°) Compétence de la loi étrangère.....	526
a) Le repérage.....	526
b) L'interrogation	526
3°) Compétence subsidiaire de la loi française.....	527
B. Les complications.....	527
1°) Les complications d'ordre temporel.....	527
a) Le conflit mobile.....	528
b) Le changement de la règle de conflit française.....	528
c) Le changement de la loi étrangère compétente.....	528
2°) La conformité à l'ordre public.....	529
Section II — <i>Divorce obtenu à l'étranger</i>	530
CHAPITRE 4 — Filiation.....	533
Section I — <i>Filiation par le sang</i>	533
<i>Sous-section I — L'établissement de la filiation</i>	533
1. Détermination des lois applicables.....	534
<i>I. Les rattachements dans l'espace</i>	534
A. La règle de conflit bilatérale.....	534
1°) Le principe : compétence de la loi de la mère.....	534
2°) La règle subsidiaire : compétence de la loi de l'enfant	535
B. La loi d'application immédiate.....	535
C. Les rattachements alternatifs.....	536
1°) La légitimation par mariage.....	537
2°) La légitimation hors mariage.....	537
3°) La reconnaissance d'enfants naturels.....	538
4°) L'action à fins de subsides.....	539
<i>II. Les rattachements dans le temps</i>	540
A. Le rattachement au jour de la naissance.....	540
B. Les rattachements particuliers.....	541
1°) La date de l'acte.....	541
2°) La date de la procédure.....	541
2. Mise en œuvre des règles de conflit.....	542
<i>I. Le renvoi</i>	542
<i>II. L'ordre public</i>	542
3. Les domaines des règles de conflit	543
<i>I. Le domaine de chaque règle de conflit</i>	544

<i>II. La combinaison des règles de conflit</i>	546
1°) Le conflit de l'article 311-14 et des articles 311-16 et 311-17	546
2°) Le conflit de l'article 311-15 et des articles 311-14 et 311-16	546
3°) Le conflit des articles 311-16 et 311-17	546
<i>Sous-section II — Les effets de la filiation</i>	547
1. Les effets de la filiation en général	547
2. Les effets en France d'une filiation établie à l'étranger	548
Section II — Filiation adoptive	549
<i>Sous-section I — L'adoption en France</i>	550
1. Le prononcé de l'adoption	551
A. L'analyse privatiste	551
1°) Les systèmes unitaires	551
2°) Le système syncrétique	551
B. L'analyse publiciste	552
2. Les effets de l'adoption	553
<i>Sous-section II — L'adoption prononcée à l'étranger</i>	553
1. L'adoption unique	554
2. L'adoption double	555

TITRE II LE DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE

CHAPITRE PREMIER — Les régimes matrimoniaux	559
Section I — Le régime primaire	559
Section II — Le régime matrimonial proprement dit	561
1. Détermination de la loi applicable au régime matrimonial	561
A. La règle de conflit jurisprudentielle	561
1°) Le rattachement	561
2°) La portée du rattachement	562
B. Les traités	564
1°) Le choix de la loi par les époux selon la Convention de La Haye	565
2°) La détermination légale de la loi applicable selon la Convention de La Haye	565
3°) Le changement de la loi applicable selon la Convention de La Haye	565
2. Domaine de la loi applicable au régime matrimonial	567
A. Le contrat de mariage	568
B. Le fonctionnement du régime	568
C. La dissolution et la liquidation du régime	569
CHAPITRE 2 — Les successions <i>ab intestat</i>	571
Section I — La détermination de la loi applicable	571
1. Les règles générales de conflit	571
A. Les successions immobilières	571
B. Les successions mobilières	572
2. Le droit de prélèvement successoral	573
A. Conditions du droit de prélèvement	574

1°) Le bénéficiaire du droit de prélèvement.....	574
2°) Les personnes qui doivent subir le droit de prélèvement....	574
3°) Les biens à considérer pour apprécier l'exclusion dont le Français est victime.....	574
4°) Les causes de l'exclusion de l'héritier français.....	574
B. Effets du droit de prélèvement.....	575
Section II — <i>La mise en œuvre de la loi applicable</i>	575
1. Domaine de la loi applicable.....	575
A. Ouverture et dévolution de la succession.....	575
B. Transmission et administration de la succession, option successorale	577
C. Partage	578
2. Morcellement des successions internationales.....	579
CHAPITRE 3 — <i>Les libéralités</i>	583
Section I — <i>Les testaments et les contrats successoraux</i>	583
1. Le fond.....	583
2. La forme.....	585
Section II — <i>Les donations entre vifs</i>	586
TITRE III	
LES OBLIGATIONS	
CHAPITRE PREMIER — <i>Les obligations contractuelles</i>	589
Section I — <i>La loi applicable</i>	589
<i>Sous-section I — La notion de contrat international</i>	590
1. Le critère économique.....	590
2. Le critère juridique.....	591
3. La combinaison des deux critères.....	591
<i>Sous-section II — La recherche de la loi applicable au contrat</i>	592
1. Le choix de la loi du contrat.....	593
A. Le fondement de l'autonomie de la volonté.....	593
B. Les modalités de choix.....	595
C. La portée du choix.....	595
2. L'absence de choix de la loi applicable.....	598
Section II — <i>La mise en œuvre de la loi du contrat</i>	600
1. Ordre public et lois de police.....	600
2. Domaine de la loi contractuelle.....	601
A. La formation du contrat.....	601
1°) Les conditions de fond.....	601
2°) Les conditions de forme.....	602
a) Caractère de la règle <i>locus regit actum</i>	602
b) Domaine de la règle <i>locus regit actum</i>	603
B. Les effets du contrat.....	603
CHAPITRE 2 — <i>Les obligations extracontractuelles</i>	605
Section I — <i>La responsabilité délictuelle et quasi délictuelle</i>	605

<i>Sous-section I — Le droit commun</i>	606
1. Détermination de la loi applicable.....	606
2. Domaine de la loi applicable.....	608
<i>Sous-section II — Le droit conventionnel</i>	609
1. Les accidents de la circulation routière.....	609
A. Le domaine de la Convention du 4 mai 1971.....	609
B. La loi applicable selon la Convention du 4 mai 1971.....	610
1°) Le principe.....	610
2°) Les exceptions.....	610
a) Un seul véhicule est impliqué.....	610
b) Plusieurs véhicules sont impliqués.....	611
c) Des personnes se trouvant sur les lieux de l'accident hors du ou des véhicules sont impliquées dans l'accident.....	611
3°) Solutions particulières.....	611
2. La responsabilité du fait des produits.....	611
A. Le domaine de la Convention du 2 octobre 1973.....	611
B. La loi applicable selon la Convention du 2 octobre 1973.....	612
Section II — <i>Les quasi-contrats</i>	612
1. Le principe.....	613
2. Les distinctions.....	613

TITRE IV LES BIENS

CHAPITRE PREMIER — Détermination de la loi réelle	619
Section I — <i>Le rattachement</i>	619
Section II — <i>Le déplacement du facteur de rattachement</i>	620
CHAPITRE 2 — Domaine de la loi réelle	623
Section I — <i>Acquisition (constitution et transfert) des droits réels</i>	623
1. Droits réels principaux.....	623
2. Droits réels accessoires.....	625
Section II — <i>Contenu des droits réels</i>	626
Liste des décisions citées.....	631
Index alphabétique.....	653